

Septembre 2018

# LES “DÉMOCRATES DE SUÈDE” : UN VOTE ANTI-IMMIGRATION



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Johan MARTINSSON



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

[fondapol.org](http://fondapol.org)



# LES “DÉMOCRATES DE SUÈDE” : UN VOTE ANTI-IMMIGRATION

Johan MARTINSSON

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

*Un think tank libéral, progressiste et européen*

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site [fondapol.org](http://fondapol.org) met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « **Renaissance numérique** ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

# Sommaire

INTRODUCTION.....	9
I. LES DÉMOCRATES DE SUÈDE.....	10
a. Origines et expansion.....	12
b. Programme et idéologie.....	14
II. L'ENVOLÉE ÉLECTORALE DES DÉMOCRATES DE SUÈDE.....	16
III. IMMIGRATION ET ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : L'ÉTAT DE L'OPINION SUÉDOISE.....	19
a. L'évolution des attitudes à l'égard des réfugiés.....	20
b. L'évolution de l'agenda public.....	22
IV. QUI SONT LES ÉLECTEURS DES DÉMOCRATES DE SUÈDE ?.....	26
a. Études antérieures sur les caractéristiques des Démocrates de Suède.....	26
b. La situation en 2017.....	28
c. Explications du vote SD.....	34
V. LES DÉMOCRATES DE SUÈDE DANS LE SYSTÈME POLITIQUE NATIONAL.....	36
a. La position des Démocrates de Suède au parlement.....	37
b. Les conséquences pour la démocratie suédoise et l'impact possible des SD.....	40

## RÉSUMÉ

Le comportement électoral des Suédois lors des élections législatives du 9 septembre 2018 fournira de nouvelles indications sur l'état d'une opinion publique dans une Europe confrontée aux défis de l'immigration et de l'intégration. Cette étude présente les " Démocrates de Suède ", un parti nationaliste et anti-immigration dont la percée électorale de 2010 n'a cessé de se confirmer. L'auteur analyse l'évolution de ce parti, sa sociologie, les raisons de son succès, sa position dans le système politique suédois et les conséquences des progrès de son influence sur l'avenir de la Suède. Une version anglaise de cette étude est également disponible sur le site de la Fondation pour l'innovation politique ([fondapol.org](http://fondapol.org)).



# LES “DÉMOCRATES DE SUÈDE” : UN VOTE ANTI-IMMIGRATION

Johan MARTINSSON

Professeur des Universités,  
Département de sciences politiques, université de Göteborg, Suède

## INTRODUCTION\*

Le but de cette note est de décrire et d’analyser la montée en puissance électorale du parti des Démocrates de Suède (SD)<sup>1</sup>. Il s’agit notamment de décrire ses antécédents, son origine et son évolution électorale. En outre, cette note décrira son programme politique, sa position dans le système politique suédois et son impact sur celui-ci, actuel et potentiel. Enfin, la note s’attachera à présenter les caractéristiques sociologiques du vote SD, puis à présenter et à analyser les principales explications du succès électorale continu que rencontre ce parti depuis quelques années. Notre note présentera également, dans une perspective de long terme, l’évolution de l’opinion suédoise en matière d’immigration et de réfugiés.

\*Ce texte, commandé par la Fondation pour l’innovation politique au politologue suédois Johan Martinsson, a été initialement rédigé en anglais. Il est disponible sur notre site. La présente version en est une traduction. Elle a été réalisée par Dominique Macabies, professeur d’anglais à l’université Grenoble Alpes, et Dominique Reynié, professeur à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l’innovation politique.

1. Dans cette note, on désignera ce parti fréquemment par le sigle SD, pour « Sweden Democrats », traduction anglaise de Sverigedemokraterna [NdÉ].

## I. LES DÉMOCRATES DE SUÈDE

Le parti les Démocrates de Suède est né en février 1988 et a participé pour la première fois aux élections législatives en septembre de la même année. Cette partie de l'étude résume l'histoire de ce parti ainsi que son programme politique<sup>2</sup>. Aujourd'hui, trente ans après sa formation en tant que parti politique, après avoir été représenté au parlement national pendant deux périodes électorales consécutives et après avoir conforté, selon les sondages, sa position dans l'opinion comme l'un des trois principaux partis pendant plusieurs années, le SD pâtit encore de son passé. Malgré les efforts importants et répétés de la direction du parti pour « dédramatiser » celui-ci et en élargir l'audience, il est toujours régulièrement accusé par ses adversaires d'avoir des « racines brunes » et un « passé nazi ». Ainsi, les Démocrates de Suède sont toujours considérés avec beaucoup de suspicion, en raison de leur histoire et de leurs origines idéologiques, tout au moins dans le débat public et aux yeux de la plupart de leurs adversaires politiques. La question des origines idéologiques du parti semble cependant ne plus avoir autant d'importance aujourd'hui aux yeux du public, selon un récent sondage de Novus qui indique que les Démocrates de Suède étaient en juin 2018 le parti politique le plus populaire, et de loin, au sein de la population masculine<sup>3</sup>.

Avant de résumer l'histoire des Démocrates de Suède, nous devons nous demander dans quelle catégorie de parti il convient de les ranger et comment il convient de les étiqueter. Il n'existe pas d'unanimité sur ces questions. De quel type de parti s'agit-il ? Habituellement, les Démocrates de Suède sont rattachés à la famille des partis politiques européens désignés sous les termes « extrême droite », « droite radicale », « droite populiste », « droite anti-immigrés », « droite xénophobe », « droite nationaliste » ou encore sous diverses combinaisons de ces catégories<sup>4</sup>. Souvent, des partis tels que le Parti du peuple danois (Dansk Folkeparti), au Danemark, le Parti du progrès (Fremskrittspartiet), en Norvège, le Parti des vrais Finlandais (Sannfinländarna), en Finlande, le FPÖ en Autriche, le Ukip au Royaume-Uni ou le Front national en France sont mentionnés comme appartenant à la même famille. Parfois, des partis plus radicaux, comme le Jobbik hongrois ou le Golden Dawn en Grèce, sont considérés comme occupant la position extrême de cette même famille idéologique. Certes, il existe de nombreuses et de grandes différences entre tous

2. Pour un compte rendu plus complet de son histoire, voir Anders Widfeldt, *Extreme Right Parties in Scandinavia*, Routledge, 2014.

3. Novus, « Skillnader i partisympti beroende på kön och ålder », novus.se, 14 juin 2018 (<https://novus.se/blogginlagg/skillnader-i-partisympti-beroende-pa-kon-och-alder/>).

4. Henrik Oscarsson et Sören Holmberg, *Svenska väljare*, Walters Kluwer, 2016, p. 237.

ces partis, mais tous ont en commun certaines caractéristiques fondamentales : une vision nationaliste et une attitude négative à l'égard de l'immigration et de l'accueil des réfugiés. Dans la plupart des cas, ils sont également sceptiques à l'égard de l'Union européenne.

Alors comment convient-il de classer les Démocrates de Suède ? Par exemple, dans le titre de son livre, Anders Widfeldt utilise le label « extrême droite<sup>5</sup> » ; le sociologue suédois Jens Rydgren, quant à lui, préfère l'étiquette « droite radicale<sup>6</sup> » ou le terme « anti-immigration », qu'il utilise avec Van der Meiden<sup>7</sup> et Kokkonen<sup>8</sup>.

Dans cette note, nous avons veillé à choisir un terme qui soit à la fois descriptif et sans aucun jugement de valeur. Avant tout, on remarquera qu'il est discutable de classer les Démocrates de Suède à la droite de l'échiquier politique, sauf à définir une politique en faveur d'une restriction de l'immigration comme intrinsèquement de droite. Or certains partis de gauche ont parfois clairement préconisé une telle politique, qu'il s'agisse de l'immigration de main-d'œuvre ou des demandeurs d'asile. De plus, on peut estimer que le terme « droite » possède une connotation légèrement péjorative, au moins dans les pays nordiques<sup>9</sup>. En outre, les Démocrates de Suède ont constamment souligné, dans leurs programmes et leurs manifestes électoraux, qu'ils soutiennent le principe d'un État-providence suédois reposant sur un financement public, ce qui n'est généralement pas considéré comme un marqueur idéologique de droite. Finalement, je ne considère donc pas que les Démocrates de Suède relèvent de catégories du type « extrême droite » ou « droite radicale ». Ensuite, bien que certains aspects de leurs discours contiennent des éléments fondamentaux du populisme, il s'agit d'une stratégie que n'importe quel parti peut adopter de temps à autre, indépendamment de son contenu idéologique. De plus, ces étiquettes sont clairement péjoratives : elles seront donc évitées dans la présente note.

Les principaux éléments constitutifs de la politique des Démocrates de Suède sont les suivants : une politique restrictive en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés, une vision fondamentalement nationaliste, un attachement marqué à la cohésion sociale et, pour cette raison, une opposition au multiculturalisme. À mon avis, l'appellation qui décrit le plus justement les Démocrates de Suède est celle d'un « parti anti-immigration et nationaliste ».

5. Anders Widfeldt, *op. cit.*

6. Jens Rydgren, « Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries », *European Journal of Political Research*, vol. 47, n° 6, septembre 2008, p. 737-765.

7. Jens Rydgren et Sara van der Meiden, « The radical right and the end of Swedish exceptionalism », *European Political Science*, mai 2018 [[link.springer.com/content/pdf/10.1057%2F41304-018-0159-6.pdf](http://link.springer.com/content/pdf/10.1057%2F41304-018-0159-6.pdf)].

8. Andrej Kokkonen, « Vad kan förklara Sverigedemokraternas framgångar? », *Ekonomisk Debatt*, vol. 53, n° 4, 2015, p. 29-39 [[www.nationalekonomi.se/sites/default/files/NEFfiler/43-4-ak.pdf](http://www.nationalekonomi.se/sites/default/files/NEFfiler/43-4-ak.pdf)].

9. Voir Anders Widfeldt, *op. cit.*, p. 7-10.

## a. Origines et expansion

Les Démocrates de Suède ont été fondés à l'initiative de personnes ayant appartenu auparavant à diverses organisations et mouvements politiques suédois. Certains venaient du Parti suédois (Sverigepartiet), relativement bien connu et actif dans les années 1980, d'autres du groupe de militants anti-immigration, La Suède aux Suédois (BevaraSverigeSvenskt, BSS)<sup>10</sup>. Dans ses premières années, le SD était en relation avec d'autres groupes politiques suédois appartenant aux milieux racistes, nazis ou suprémacistes blancs. Ces liens tenaient au fait que certains membres des Démocrates de Suède s'étaient précédemment engagés dans de telles organisations politiques, que d'autres avaient une double appartenance politique, que d'autres encore avaient entretenu des contacts et participé à des rencontres avec ces organisations politiques<sup>11</sup>. À ses débuts, le parti comptait parmi ses membres (encore assez peu nombreux) des personnes qui avaient été actives dans les partis nazis suédois pendant les années 1930 et 1940, ainsi que des volontaires de la Waffen SS pendant la Seconde Guerre mondiale. De plus, et c'est peut-être le plus problématique pour les Démocrates de Suède, leur premier véritable chef de parti, Anders Klarström, avait déjà adhéré au NordiskaRikspartiet, un parti ouvertement néonazi. Pendant cette période, le parti est resté confiné aux marges, sans parvenir à toucher un large public ni à susciter l'intérêt des médias.

À l'étape suivante, après le remplacement à la tête du parti d'Anders Klarström par Mikael Jansson, en 1995, le parti a entrepris de reconstruire son image et de se comporter comme les partis politiques classiques. C'est ainsi que, sous la direction de Jansson, le port de l'uniforme aux réunions du parti fut interdit et que la consommation d'alcool ne fut plus permise lors de ses rassemblements. Il est certain qu'une part prépondérante de la population suédoise n'aurait pas voté pour un parti politique dont les membres portaient un uniforme. De même, dans la seconde moitié des années 1990, le parti a explicitement pris ses distances avec l'idéologie nazie et le racisme. Il s'est également débarrassé d'un certain nombre de personnes jugées trop radicales ou au comportement douteux, ce qui a entraîné une scission : les éléments les plus radicaux ont quitté le parti pour fonder une organisation concurrente, les Démocrates nationaux (Nationaldemokraterna), accélérant le processus de « dédramatisation » des Démocrates de Suède.

10. Anders Widfeldt, *op. cit.*

11. *Ibid.*, p. 180-186.

Cependant, malgré ses efforts de normalisation en vue de présenter une image lisse et de rompre les liens avec ses origines, les progrès électoraux du SD furent d'abord assez lents. Son dirigeant d'alors, Mikael Jansson, au parcours sans faille et sans aucune affiliation antérieure à des organisations compromettantes – il avait même auparavant fait partie d'une formation bien établie en Suède, le Parti du centre –, fut parfois jugé dénué de charisme et orateur médiocre, bref peu à même de faire progresser les Démocrates de Suède dans l'électorat<sup>12</sup>. Des membres nouveaux et plus jeunes du parti manifestèrent alors leur impatience et souhaitèrent pousser plus loin la modération du parti, afin de le rendre plus rapidement électoralement attractif. En 2005, Mikael Jansson fut destitué et remplacé par l'actuel chef du parti, Jimmy Åkesson. Un nouveau groupe dirigeant se mit en place autour de quatre personnalités centrales, qui s'étaient toutes rencontrées au cours de leurs études à l'université de Lund, au sud de la Suède : Jimmie Åkesson, Mattias Karlsson, Björn Söder et Richard Jomshof. Cette nouvelle équipe était mieux adaptée aux campagnes modernes recourant aux médias de masse, et le nouveau chef du parti plus apte à attirer l'attention des médias – parfois par des actes et des déclarations controversées. C'est aussi la période au cours de laquelle le parti renforça sa politique de tolérance zéro à l'égard de toute déclaration raciste, prenant à plusieurs reprises la décision d'exclure certains membres qui violaient cette règle : entre 2014 et 2018, quelque quarante membres furent ainsi expulsés du parti en raison de déclarations racistes, de liens avec des organisations racistes ou d'autres comportements inappropriés – même s'il faut bien signaler que, parmi ces quarante expulsions, certaines furent aussi motivées par des règlements de compte internes consécutifs au débat sur le degré de modération ou de radicalité que le parti devait accepter.

Comme un autre indice de la normalisation du parti, à partir de juillet 2018 les Démocrates de Suède ont rejoint le groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR) au Parlement européen, dirigé par le Parti conservateur britannique<sup>13</sup>. Auparavant, les Démocrates de Suède étaient membres du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFFD), dont faisait partie le Ukip.

12. *Ibid.*

13. Jon Stone, « Conservatives enter alliance with Swedish far-right in European Parliament », independent.co.uk, 4 juillet 2018 ([www.independent.co.uk/news/uk/politics/conservatives-sweden-democrats-european-parliament-far-right-reformist-group-a8430281.html](http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/conservatives-sweden-democrats-european-parliament-far-right-reformist-group-a8430281.html)).

## b. Programme et idéologie

Depuis sa fondation, en 1988, le SD a publié plusieurs programmes de gouvernement, des textes idéologiques et des manifestes électoraux. Le programme le plus récent présentant les grands principes date de 2011, mais des projets de politique publique dans certains domaines spécifiques ont été aussi publiés, ainsi que des manifestes électoraux, distincts et plus courts.

Au plan idéologique, les Démocrates de Suède ont eux-mêmes dès le début défini leur formation, dans leurs programmes et leurs manifestes, comme un « parti nationaliste ». Ils n'ont eu de cesse de souligner leur attachement au concept social-démocrate de « maison du peuple » (*folkhemmet*), tout en indiquant qu'ils voyaient dans ce concept une idée sociale conservatrice<sup>14</sup>. Essentiellement, ce concept signifie un État-providence universel, financé par le budget public et fondé sur le principe de solidarité. Le parti conjugue des idées de justice sociale et de conservatisme traditionnel. Dans son programme de 2011, il prône un « conservatisme social reposant sur des fondations nationalistes<sup>15</sup> ».

Dans ce programme de 2011, la transition vers un nationalisme pleinement culturel est plus ou moins achevée. Dans les programmes antérieurs, on trouvait encore des références à l'ethnicité, mais ce n'est plus le cas. La nation est maintenant définie en termes d'identité commune, de langue et de culture. Le parti déclare explicitement que les personnes nées dans d'autres pays peuvent devenir suédoises ou, tout au moins, « s'assimiler à la nation suédoise » en choisissant plus tard dans la vie de s'y assimiler activement. Pour que les étrangers nés à l'étranger soient membres de la nation suédoise, ils doivent parler couramment le suédois, se considérer comme Suédois, vivre en accord avec la culture suédoise et se sentir plus attachés à la Suède qu'à toute autre nation<sup>16</sup>. Les Démocrates de Suède déclarent qu'ils ne sont pas opposés à toute immigration, mais que celle-ci doit « être maintenue à un niveau clairement défini et ne représenter aucune menace pour notre identité nationale, le bien-être et la sécurité de notre pays<sup>17</sup> ». Néanmoins, ils s'opposent fermement au multiculturalisme et préconisent une politique active d'assimilation.

En résumé, les Démocrates de Suède, adversaires du multiculturalisme, prônent une politique très restrictive en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés. Cependant, dans leur programme principal ou dans leur manifeste électoral

14. Sverigedemokraterna, *Sverigedemokraternas principprogram*, 2011, p. 34 [e/wp-content/uploads/2013/08/principprogrammet2014\_webb.pdf].

15. *Ibid.*, p. 11.

16. *Ibid.*, p. 15.

17. *Ibid.*, p. 23.

actuel, il n'existe aucune preuve de racisme, ni de relents de hiérarchies des races ou des cultures. De plus, leur vision de l'appartenance nationale est purement culturelle, doublée de fortes revendications exigeant que les personnes qui immigreront en Suède assimilent et adoptent la culture et l'identité suédoises.

Les Démocrates de Suède ne sont plus un parti à thématique unique. Leur récent manifeste électoral pour les élections de 2018 couvre un large éventail de thèmes, outre celui de l'immigration : santé, logement, cohésion sociale, criminalité, marché du travail, recherche et éducation, culture...<sup>18</sup>. Parmi les propositions de politiques publiques issues du manifeste électoral de 2018 qui les distinguent de la plupart des autres partis politiques en Suède, il est préconisé que la Suède devrait :

- ne recevoir que des demandeurs d'asile des pays proches et, tant que ces pays voisins sont considérés comme sûrs, la Suède n'a pas à accepter de demandeurs d'asile ;
- vérifier le respect de critères plus exigeants en matière de citoyenneté, par exemple à l'aide de tests linguistiques ;
- mettre en place des incitations économiques pour favoriser le retour des immigrants dans leur pays d'origine ;
- généraliser les peines d'emprisonnement plus longues pour les crimes et délits ;
- permettre la révocation de la citoyenneté pour certains crimes tels que le terrorisme ;
- interdire, sans exception, les mariages d'enfants et la polygamie ;
- s'opposer aux quotas par genre ;
- sortir de l'Union européenne/organiser un nouveau référendum sur l'appartenance à l'Union européenne.

18. Voir Sverigedemokraterna, *Valplattform. Sverigedemokraternas valplattform, 2018* [sd.se/wp-content/uploads/2018/05/Valplattform-2018-1.pdf].

## II. L'ENVOLÉE ÉLECTORALE DES DÉMOCRATES DE SUÈDE

Comprendre l'évolution électorale des Démocrates de Suède suppose d'abord une brève introduction du système électoral suédois<sup>19</sup>. On peut dire sommairement que le système électoral suédois est fondé sur les partis. Les formations politiques présentent des listes de candidats et la représentation proportionnelle est l'un des éléments constitutifs du système suédois.

Le corps électoral est réparti en vingt-neuf circonscriptions, correspondant à quelques exceptions près aux comtés. Les électeurs votent dans leur circonscription de résidence. Le système électoral est conçu pour assurer à la fois une représentation nationale proportionnelle et favoriser l'ancrage géographique des candidats. La représentation proportionnelle concerne les partis qui atteignent et franchissent la barre des 4 % du total des suffrages exprimés à l'échelle nationale. Toutefois, il est également possible d'obtenir une représentation au parlement national en obtenant au moins 12 % des voix dans une seule circonscription, ceci pouvant aboutir à l'élection d'un seul représentant au parlement national à partir de ladite circonscription.

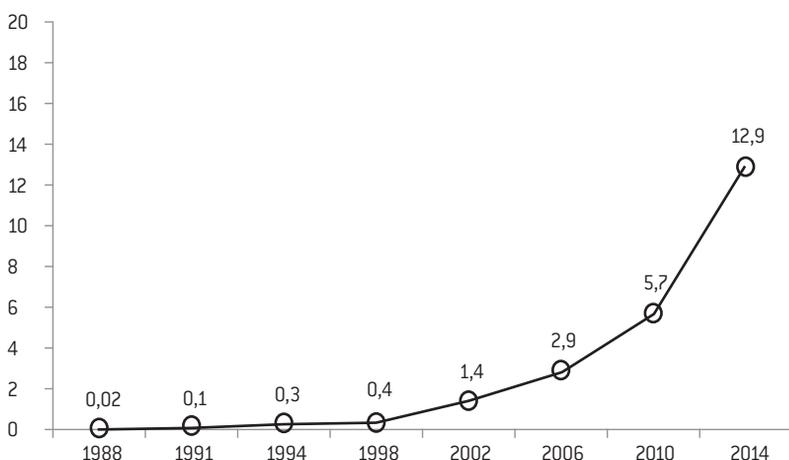
En 1988, lors des premières élections législatives qui ont suivi la création des Démocrates de Suède, ceux-ci n'obtinrent que 0,02 % des suffrages exprimés, soit à peine un millier de voix. Au début, leur croissance a été lente. Dix ans après, lors de l'élection de 1998, ils n'avaient atteint que 0,4 % des suffrages, soit à peine 20 000 électeurs, demeurant ainsi un parti marginal et qui ne constituait pas un sujet dans le débat public. Ceci ne les a pas empêchés de croître, et cette croissance s'est même accélérée. Ainsi, lors des élections de 2002, les Démocrates de Suède ont plus que triplé leur score. Plus important encore, leur présence dans les assemblées municipales a augmenté de façon spectaculaire. Bien qu'ayant déjà obtenu leurs premiers élus locaux en 1991, il ne s'agissait que de quelques cas isolés. En revanche, en 2002, les Démocrates de Suède ont augmenté le nombre de leurs élus locaux (Kommunfullmäktige) de 8 à 49, valant au parti une attention nouvelle de la part des médias. Lors de ces élections de 2002, ils ont rencontré un succès plus marqué dans le sud du pays, obtenant au moins 2,8 % des voix dans pas moins de cinq des vingt-neuf circonscriptions parlementaires, et atteignant même 4,5 % dans l'une d'entre elles. L'attention portée à ce parti n'en est devenue que plus vive, puisqu'il est alors devenu possible d'imaginer qu'un jour il serait représenté au parlement

19. Pour une description plus complète du système électoral suédois et de son histoire, voir Jörgen Hermansson, « The election system », in Jon Pierre (dir.), *The Oxford Handbook of Swedish Politics*, Oxford University Press, 2016.

national, le Riksdag. S'il parvenait à atteindre ailleurs des chiffres similaires à ceux obtenus dans la région de Skåne, dans le sud de la Suède, il dépasserait le seuil de 4 % donnant accès au parlement national.

L'étape électorale suivante fut franchie en 2006, lorsque ce parti enregistra un nouveau progrès sensible doublant sa part des suffrages au plan national, avec près de 3 %. Cela signifiait aussi que le SD était dès lors suffisamment important pour que son poids dans l'opinion soit évalué séparément dans les enquêtes mensuelles menées par les instituts de sondages que publient la plupart des grands médias, plutôt que noyé dans la catégorie « Autres partis ». La visibilité du SD a continué de croître, augmentant par conséquent ses possibilités de transmettre son message au grand public.

**Graphique 1** : Le score des Démocrates de Suède aux élections législatives (1988-2014, en % des suffrages exprimés)



Source : Données électorales officielles de la Suède.

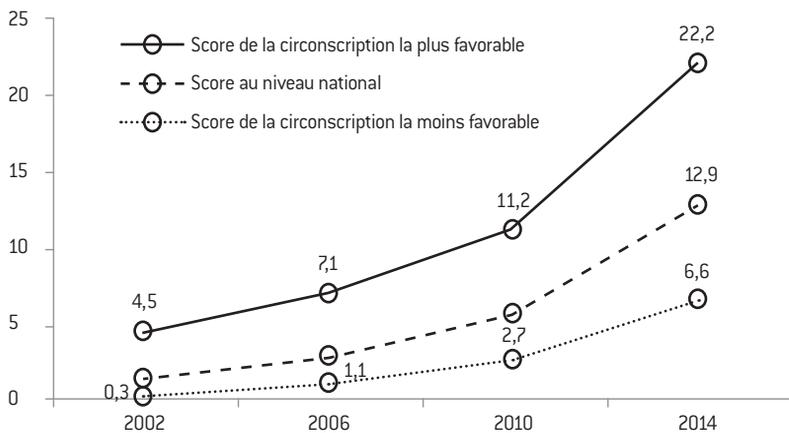
À partir de là, les choses ont commencé à changer rapidement. Lors des élections législatives suivantes, les Démocrates de Suède obtenaient 5,7 % au plan national, accédant au Riksdag suédois avec 20 parlementaires élus sur un total de 349. Il est également apparu clairement que tous les grands instituts de sondage d'opinion reconnus en Suède avaient sous-estimé leur score. La plupart des enquêtes d'intentions de vote leur attribuaient environ 4 % au lieu des 6 % effectivement obtenus. En 2014, l'histoire s'est plus ou moins répétée : les Démocrates de Suède encore une fois doublaient leur score, passant de 20 à 49 parlementaires élus. Les sondages d'intentions de vote avaient estimé leur score autour de 8 à 10 %, alors qu'ils avaient recueilli près de 13 %, surprenant la plupart des analystes et commentateurs.

Au moment de la rédaction de la présente note, et à l'approche du scrutin du 9 septembre 2018, il faut constater que les Démocrates de Suède sont désormais au centre du débat public et depuis maintenant plusieurs années. À ce jour, les sondages les créditent d'environ 20 % des suffrages. Et, selon certains, par exemple l'institut Yougov, le SD pourrait représenter aujourd'hui plus de 25 % de l'électorat. Si cela se réalisait, les Démocrates de Suède doubleraient plus ou moins leur score et pourraient même devenir le plus grand parti politique de Suède.

## Différences régionales dans le vote SD

Le score des Démocrates de Suède a toujours varié considérablement d'une région du pays à l'autre. Dans les vingt-neuf circonscriptions parlementaires, ils ont déjà obtenu des résultats sensiblement supérieurs ou inférieurs à leur moyenne nationale. Le graphique 2 montre le score dans la circonscription où ils ont obtenu la représentation la plus élevée et la plus faible, entre 2002 et 2014, avec le résultat national de l'année correspondante comme point de référence.

Graphique 2 : Différences régionales dans les résultats électoraux des Démocrates de Suède (2002-2014, en % des suffrages exprimés)



Les données utilisées dans le graphique 2 sont issues des statistiques électorales officielles de la Suède. Pour chacune des élections législatives, on compare le meilleur score obtenu par le SD dans une circonscription (cf. les 4 points de la ligne composée de tirets) avec le plus mauvais score obtenu dans une autre circonscription (cf. les 4 points de la ligne composée de pointillés).

Comme on l'a signalé plus haut, le scrutin de 2002 a représenté une percée régionale : le SD a obtenu 4,5 % dans l'une des circonscriptions du sud. Dans les quatre élections législatives présentées dans le graphique 2, le plus grand nombre de voix a été obtenu dans la région de Skåne, dans le sud. En 2002 et 2006, le nombre de voix le plus élevé a été obtenu dans la circonscription de Skåne Ouest, et, en 2010 et 2014 dans la circonscription de Skåne Nord-Est. En revanche, les scores les plus faibles se trouvent dans le nord du pays et dans la région de Stockholm. En 2002, 2006 et 2010, les Démocrates de Suède ont obtenu leurs plus mauvais résultats dans le Västerbotten (avec également des scores très bas dans le Jämtland et le Norrbotten). En 2014, c'est à Stockholm (Stockholmslän) que leur part des suffrages s'est révélée la plus décevante. Autrement dit, leurs progrès électoraux furent plus rapides dans leurs circonscriptions de prédilection que dans les terres au départ plus défavorables, ce qui implique une accentuation du déséquilibre régional de leur soutien électoral. En 2002, la différence entre la circonscription ayant le score le plus élevé et celle recueillant le score le plus faible était de 4,2 points ; en 2006, l'écart était de 6 points ; puis de 8,5 points en 2010 et de 15,6 points en 2014.

### III. IMMIGRATION ET ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : L'ÉTAT DE L'OPINION SUÉDOISE

Dans cette section, nous allons essayer d'examiner l'évolution de l'attitude du public à l'égard de l'accueil des réfugiés en Suède et d'identifier les questions ou les problèmes politiques que l'opinion suédoise considère comme essentiels. Une partie de cette évolution a été décrite dans des études antérieures. Sa présentation sera donc parfois assez brève.

L'évolution des attitudes à l'égard de l'accueil des réfugiés en Suède a été examinée à plusieurs reprises par Marie Demker<sup>20</sup>. Pendant longtemps, les résultats ont fait ressortir que, dans l'opinion publique, le poids des attitudes négatives à l'égard de l'accueil des demandeurs d'asile en Suède avait tendance à diminuer avec le temps. Mais la situation a changé en 2016, à la suite de la

20. Par exemple Marie Demker, « Ökat motstånd mot flyktingmottagning och invandrarens religionsfrihet », in Ulrika Andersson, Jonas Ohlsson, Henrik Ekengren Oscarsson et Maria Oskarson [dir.], *Larmar och gör sig till*, SOM-Institutet, Gothenburg University, 2017, p. 475-488 [som.gu.se/digitalAssets/1649/1649035\_475-488-marie-demker.pdf] ; *id.*, « Öförändrat motstånd mot flyktingmottagning men stärkt hotbild kring religion och svensk kultur », in Ulrika Andersson, Anders Carlander, Elina Lindgren et Maria Oskarson [dir.], *Sprickor i fasaden*, SOM-Institutet, Gothenburg University, 2018, p. 393-405 [som.gu.se/digitalAssets/1693/1693530\_393-406-marie-demker.pdf].

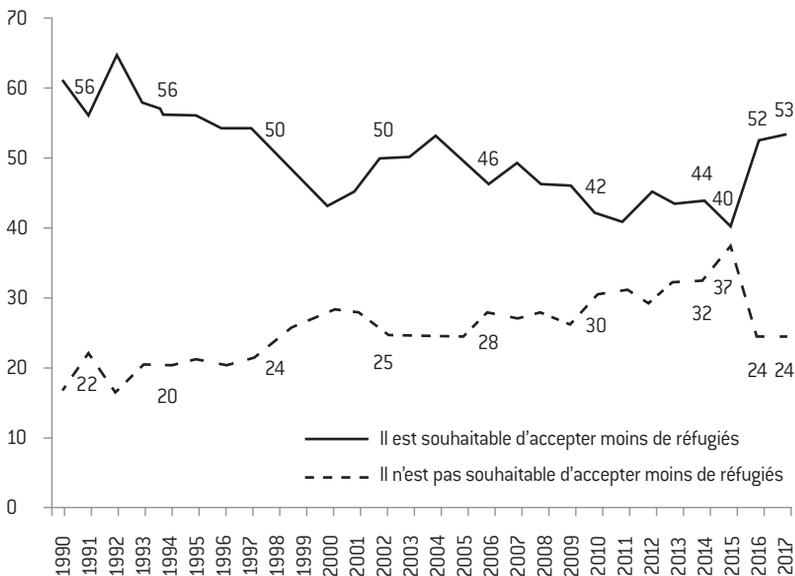
crise des réfugiés européens et à la suite de la forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile parvenant en Suède. Cette question sera examinée ultérieurement plus en détail. L'évolution de l'agenda public est également bien étudiée en Suède. Il semble qu'une particularité des élections de septembre 2018 soit la question de l'immigration et de l'intégration, désormais plus importante que jamais ; de plus, la question de la criminalité et de l'ordre public est l'un des enjeux qui a le plus progressé au cours des dernières années<sup>21</sup>. Ces résultats ont également été confirmés par de nombreuses enquêtes réalisées par des instituts de sondage privés.

### a. L'évolution de l'opinion publique à l'égard des réfugiés

Commençons par examiner l'évolution de l'opinion publique à l'égard des réfugiés en Suède. Jusqu'à récemment, la tendance de long terme observée dans les enquêtes annuelles du SOM-Institutet de l'université de Göteborg était marquée par le déclin des attitudes négatives à l'égard des réfugiés. Au début des années 1990, lorsque la Suède accueillit de nombreux demandeurs d'asile en provenance de l'ex-Yougoslavie, les attitudes négatives culminèrent avec plus de 60 % des citoyens souhaitant que la Suède accepte moins de réfugiés (voir graphique 3). À partir de là, cependant, les opinions négatives ont progressivement diminué. Lors des élections législatives de 2010, précisément au moment où les Démocrates de Suède entrent pour la première fois au parlement, la part de ceux qui voulaient voir moins de réfugiés en Suède tombait à 42 %, loin du pic de 65 % atteint en 1992.

21. Johan Martinsson et Marcus Weissenbilder, « Viktiga valfrågor i Sverige – från miljö till invandring », Ulrika Andersson, Anders Carlander, Elina Lindgren et Maria Oskarson (dir.), *op. cit.*, p. 119-132 [som.gu.se/digitalAssets/1693/1693539\_119-132-martinsson-o-weissenbilder.pdf].

**Graphique 3** : L'opinion publique et l'accueil des réfugiés (1990-2017, en %)



Voici comment était formulée la question : « Que pensez-vous de la proposition politique suivante : “Accepter moins de réfugiés en Suède” » ? Les catégories de réponse allaient de « très bien », « plutôt bien », « ni bien ni mal », « plutôt mauvais » à « très mauvais ». Dans le graphique, ceux qui ont répondu « très bien » ou « plutôt bien » sont regroupés dans la catégorie « bien », et ceux qui ont répondu « très mauvais » ou « plutôt mauvais » se retrouvent dans la catégorie « mauvais ». Les chiffres représentent le pourcentage de tous ceux qui ont répondu à la question. Le nombre de répondants par année varie entre 1 512 au minimum et 6 386 au maximum. Les mesures sont annuelles.

Source : Enquêtes SOM-Institutet 1990-2017.

Lors de la crise des réfugiés qui débuta en 2015, la réponse initiale fut une attitude plus favorable à l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Au cours de l'automne 2015, les enquêtes du SOM-Institutet ont révélé une répartition presque égale entre ceux pour qui c'était une bonne idée d'accepter moins de réfugiés (40 %) et ceux pour qui c'était une mauvaise idée (37 %). Cependant, il s'agissait probablement de la conséquence éphémère de la multiplication des reportages médiatiques sur le nombre de personnes qui s'étaient noyées en Méditerranée cette année-là. Déjà, vers la fin de l'automne de la même année, l'opinion publique penchait en faveur d'une politique plus restrictive. L'année suivante, en 2016, cela transparissait clairement dans les enquêtes du SOM-Institutet, avec une augmentation brutale de 12 points de pourcentage de la proportion de personnes interrogées déclarant qu'il serait bon d'accepter moins de réfugiés. Symétriquement, on note une diminution de même ampleur (13 points de pourcentage) de la proportion estimant qu'accueillir moins de réfugiés serait une mauvaise idée.

Ce qui ressort le plus clairement du graphique 3, quant à l'état de l'opinion publique suédoise sur l'immigration et l'accueil des réfugiés en Suède, est la tendance de long terme. L'attitude du public à l'égard de l'accueil des réfugiés en Suède a toujours été nettement plus négative que positive, à l'exception du début de l'automne 2015. Même si l'opinion exprimant le souhait d'accueillir moins de réfugiés ne franchit la barre des 50 % qu'à onze reprises sur l'ensemble des vingt-huit années couvertes par les données présentées dans le graphique 3, la proportion de ceux qui disent vouloir accepter moins de réfugiés en Suède a été souvent deux fois plus élevée que celle de ceux qui disent que ce n'est pas une bonne idée (d'accueillir moins de réfugiés en Suède). Ainsi, dès 1992, ils étaient plus de quatre fois plus nombreux à vouloir accueillir moins de réfugiés en Suède. En moyenne, pour la période 1990-2017, la proportion moyenne de ceux qui souhaitent réduire le nombre des réfugiés est le double (2,1) de la proportion de ceux qui répondent ne pas souhaiter réduire l'accueil des réfugiés en Suède (souhaitent le contraire).

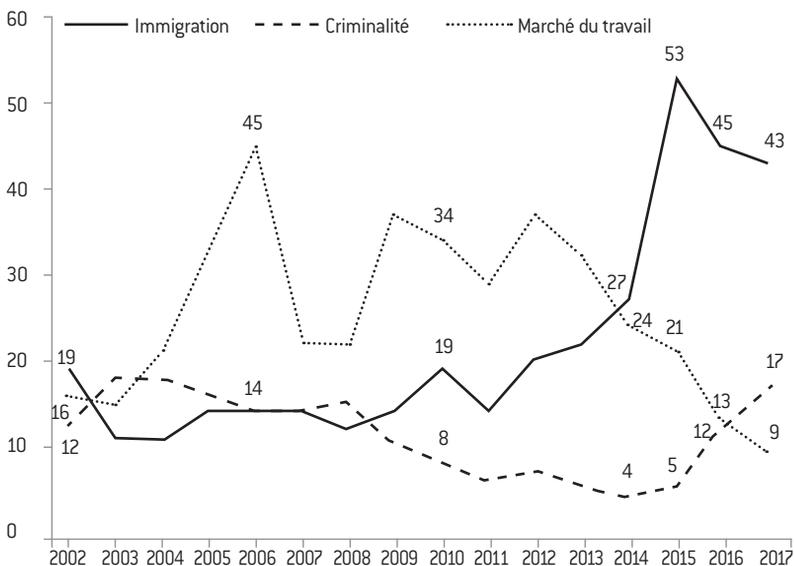
L'opinion suédoise se caractérise par une volonté de longue date de réduire le nombre de réfugiés en Suède, et les attitudes négatives à l'égard de l'accueil des réfugiés n'ont rien de nouveau. En revanche, et c'est ce qui est nouveau, ce n'est que récemment que la question est devenue incontournable pour une grande partie du public. Cela augmente sans aucun doute l'impact que peuvent avoir les questions d'immigration et d'intégration sur le débat politique suédois. L'agenda public sera donc présenté dans la prochaine section.

## **b. L'évolution de l'agenda public**

Nous examinerons l'évolution de l'agenda public en Suède autour de questions clés : l'immigration, la criminalité et les thématiques liées au marché du travail, telles que le chômage. Comme l'ont montré Martinsson et Weissenbilder<sup>22</sup>, on peut, dans la perspective des élections de septembre 2018, s'attendre à voir les priorités du public s'écarter sensiblement des sujets qui dominent habituellement l'agenda national lors des élections législatives. Le graphique 4 montre cette évolution depuis 2002, sur la base des données des enquêtes annuelles du SOM-Institutet.

22. *Ibid.*

**Graphique 4** : La préoccupation publique pour les enjeux liés à l'immigration, à la criminalité et au marché du travail en Suède (1990-2017)



Le graphique montre la proportion de répondants désignant les questions relatives à l'immigration, à la criminalité et au marché du travail en réponse à la question ouverte suivante : « Quel est l'enjeu ou le problème de société que vous considérez le plus important en Suède aujourd'hui ? [Trois choix maximum] ». Les chiffres sont indiqués pour toutes les années électorales et chaque année depuis la dernière élection. [L'intérêt de la méthode d'enquête par sondage recourant à des « questions ouvertes » est de ne pas limiter ou fermer le choix des personnes interrogées en leur présentant une liste préétablie d'items. La méthode des questions ouvertes propose différemment aux personnes interrogées de désigner elles-mêmes spontanément leurs préoccupations, NdÉ].

Source : Enquêtes SOM-Institutet, 2002-2017.

La montée en puissance du problème de l'immigration dans l'agenda public est un phénomène assez récent. Lors des élections législatives de 2010, lorsque les Démocrates de Suède sont entrés pour la première fois au parlement, la question ne figurait pas parmi les enjeux publics jugés les plus importants ; l'immigration était alors considérée comme l'une des plus importantes par 19 % des personnes interrogées, ce qui avait été plus ou moins le cas lors des deux élections antérieures à 2010. Ce n'est qu'en 2014 que le problème a commencé à prendre sensiblement plus d'importance et à être mentionné par 27 % des personnes interrogées. Un an plus tard, en 2015, cependant, la situation a été sur le point de changer complètement, en raison des caractéristiques déjà évoquées de la crise des réfugiés européens. Mais, depuis lors, la question de l'immigration domine l'agenda public suédois. Dès 2015, 53 % des Suédois placent l'immigration parmi leurs principaux motifs de préoccupation. Malgré une lente diminution de cette part en 2016 et en 2017, le thème reste celui qui est le plus souvent évoqué<sup>23</sup>.

23. *Ibid.*

Une autre thématique en plein essor après 2015 est celle de la criminalité et de l'ordre public. En 2017, la question est mentionnée par 17% du public. Cependant, si nous nous plongeons dans le passé, il ne s'agit pas d'une préoccupation aussi nouvelle que l'immigration. Entre 2002 et 2008, le public accordait déjà au thème de la criminalité à peu près le même niveau d'importance. D'autres questions qui dominent habituellement les campagnes électorales suédoises ont connu une évolution très différente. Le chômage et les questions relatives au marché du travail en sont un exemple. Comme le montre le graphique 4, le chômage a progressivement perdu de son importance pour une grande partie de la population à partir de 2013. Pendant très longtemps, ce sujet a été la pierre angulaire des élections en Suède et l'une des préoccupations les plus importantes des électeurs. Ainsi, en 2006, le chômage a été une question centrale lors de la campagne électorale et, plus tard bien sûr, également avec la crise financière qui a débuté aux États-Unis à l'automne 2008. Quelques années après, le chômage a aussi été un sujet important pour une partie significative de l'opinion, par exemple en 2010 (34%). Cependant, en 2013, la question a commencé à perdre de son importance auprès des électeurs. En 2017, le chômage n'est plus mentionné que par 9% des personnes interrogées. S'il fait encore l'objet d'un débat public aujourd'hui en Suède, c'est en tant que chômage des immigrants nouvellement arrivés.

Cette transformation de l'agenda public illustre un aspect important de l'évolution de l'opinion publique et des conditions permettant aux différents partis politiques de remporter des succès électoraux dans un nouveau climat d'opinion. Bien que l'agenda public souligne que les nouvelles thématiques remplacent les anciennes par ordre d'importance aux yeux du public, les problèmes plus anciens et la dimension conflictuelle peuvent être aussi importants simultanément. Comme Oscarsson l'a montré de manière convaincante<sup>24</sup>, la corrélation entre choix du parti et attitudes à l'égard de l'immigration et des réfugiés s'est progressivement renforcée au cours des quinze dernières années en Suède. Oscarsson montre clairement que la polarisation sur l'axe idéologique traditionnel gauche-droite est encore la plus forte au niveau de l'électeur. Mais il montre aussi que si la dimension culturelle, qui comprend l'enjeu de l'immigration, est une variable explicative du vote qui demeure complémentaire de la dimension gauche-droite, son rôle s'est clairement renforcé ces derniers temps.

24. Henrik Oscarsson, « Det svenska partisystemet i förändring », in Ulrika Andersson, Jonas Ohlsson, Henrik Ekengren Oscarsson et Maria Oskarson [dir.], *op. cit.*, p. 411-427 ([som.gu.se/digitalAssets/1649/1649032\\_411-428-henrik-oscarsson.pdf](http://som.gu.se/digitalAssets/1649/1649032_411-428-henrik-oscarsson.pdf)).

Nous devons également rappeler que toutes les personnes interrogées, qui répondent que l'immigration, l'intégration et les questions connexes sont l'un des enjeux essentiels en Suède, ne sont pas toutes opposées à l'accueil des réfugiés. Il existe cependant une corrélation, puisque les personnes interrogées qui expriment une opinion négative à l'égard de l'acceptation des réfugiés sont significativement plus susceptibles de considérer l'immigration comme l'un des problèmes majeurs que celles qui expriment une opinion favorable à l'accueil des réfugiés. Sur l'ensemble de la période, 61 % de celles qui pensent que l'immigration est l'un des problèmes les plus importants approuvent l'idée d'accueillir moins de réfugiés en Suède, tandis que 26 % trouvent que c'est une mauvaise idée, 13 % choisissant la position neutre (« ni une bonne ni une mauvaise idée »). Parmi ceux qui ne mentionnent pas l'immigration comme l'un des problèmes les plus importants, la proportion de ceux qui jugent que c'est une bonne idée d'accueillir moins de réfugiés en Suède est de 46 %. En 2017, les deux tiers (67 %) de ceux qui mentionnent l'immigration comme l'un des enjeux les plus importants approuvent l'idée d'accueillir moins de réfugiés. Dans l'opinion publique, la forte poussée que l'on a pu observer en 2015 de la préoccupation pour l'enjeu de l'immigration est évidemment liée à l'augmentation, tout aussi forte, du nombre de demandeurs d'asile en Suède pendant la « crise des réfugiés » en Europe. Tino Sanandaji montre que la Suède connaît depuis longtemps un niveau d'immigration élevé par rapport à d'autres pays d'Europe occidentale<sup>25</sup> : au cours de la période 1985-2015, prise dans son ensemble, la Suède avait environ quatre fois plus de migrants demandeurs d'asile par habitant que les autres pays d'Europe occidentale. En 2015, la différence est encore plus marquée. En fait, Sanandaji souligne que la Suède a enregistré le plus grand afflux de demandeurs d'asile par habitant jamais enregistré dans un pays de l'OCDE<sup>26</sup>. Cela indique que les questions d'immigration, d'intégration et d'identité nationale ne disparaîtront pas de sitôt en Suède. En résumé, l'attitude de l'opinion à l'égard des réfugiés et l'agenda public fournissent maintenant un terrain fertile pour une poussée électorale des Démocrates de Suède.

25. Tino Sanandaji, *Les suédois et l'immigration : fin de l'homogénéité ?*, Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, p. 18.

26. Tino Sanandaji, *Les suédois et l'immigration : fin de l'homogénéité ?* Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, p. 19.

## IV. QUI SONT LES ÉLECTEURS DES DÉMOCRATES DE SUÈDE ?

Au début de leur histoire, savoir qui étaient les électeurs du SD était difficile, car ceux-ci étaient trop peu nombreux pour atteindre les effectifs significatifs dans les enquêtes. Même plus tard, lorsqu'ils représentaient un plus grand pourcentage de l'électorat, les études sur l'électeur SD étaient assez ardues et souvent entachées d'une grande incertitude scientifique. La plupart des enquêtes en sciences sociales comprennent habituellement quelques milliers de répondants, de sorte que pour un parti ayant 2 à 3 % des suffrages, un échantillon représentatif de 1 500 personnes ne donnerait même pas cinquante cas d'électeurs susceptibles d'être étudiés. La présente section s'appuiera donc sur des études basées sur des enquêtes réalisées au cours des dix à douze dernières années.

### a. Études antérieures sur les caractéristiques des Démocrates de Suède

Dans l'une des premières monographies consacrées aux électeurs du SD, Sören Holmberg montrait que si les Démocrates de Suède appartiennent plus souvent que les électeurs des autres formations politiques à des groupes sociaux économiquement défavorisés, ils se caractérisent surtout par une défiance envers la classe politique, des réactions négatives envers l'immigration et les réfugiés, et qu'ils ont tendance à considérer l'immigration et la criminalité comme les problèmes majeurs du pays, à la différence de la plupart des autres électeurs<sup>27</sup>.

Plus précisément, Sören Holmberg a constaté que le vote pour les Démocrates de Suède était surreprésenté parmi les hommes, les jeunes, les personnes sans diplôme et les chômeurs. Quant aux attitudes politiques, il a également abordé la manière dont les électeurs du SD diffèrent des autres électeurs sur une trentaine d'enjeux politiques. Il a conclu qu'ils pourraient être caractérisés, entre autres, par une attitude moins favorable à l'accueil des réfugiés, plus favorable à l'arrêt de l'aide aux pays étrangers, plus favorable à la sortie de la Suède de l'Union européenne, exprimant une plus forte défiance à l'égard du personnel politique, plus favorable à la réduction des impôts et moins favorable à une société fondée sur l'égalité entre les sexes<sup>28</sup>.

27. Sören Holmberg, « Sverigedemokrater – vilka är dom och vad vill dom? », in Sören Holmberg et Lennart Weibull (dir.), *Det nya Sverige*, SOM-Institutet, Gothenburg university, 2007, p. 159-168 ([www.kultur.gu.se/digitalAssets/1297/1297925\\_159-168.pdf](http://www.kultur.gu.se/digitalAssets/1297/1297925_159-168.pdf)).

28. *Ibid.*

Dix ans plus tard, bon nombre de ces caractéristiques sont toujours valables. Dans une série d'études basées sur des données d'enquête du SOM-Institutet, Anders Sannerstedt a continué à analyser les Démocrates de Suède<sup>29</sup>. Reprenant des données de l'automne 2015, il constate ainsi, qu'en dépit de la croissance électorale rapide des Démocrates de Suède, leur composition sociale et politique reste essentiellement la même, à quelques changements près<sup>30</sup>.

Tant Sannerstedt, qui s'appuie sur les données du SOM-Institutet<sup>31</sup>, qu'Oscarsson et Holmberg, qui utilisent les données des études électorales nationales suédoises<sup>32</sup>, soulignent un changement notable par rapport aux années précédentes quant aux caractéristiques sociodémographiques des électeurs du SD. À partir de 2014, un changement intervient en termes de générations. Les Démocrates de Suède cessent d'attirer davantage les jeunes électeurs que les plus âgés. Jusque-là, on savait que les jeunes, en particulier les hommes jeunes, étaient surreprésentés parmi leurs électeurs. Selon les conclusions de Sannerstedt, c'était encore le cas en 2013, mais la différence a disparu en 2014 ; en 2015, la structure s'est inversée, avec une proportion plus élevée d'électeurs du SD parmi les personnes de plus de 50 ans que parmi celles de moins de 40 ans<sup>33</sup>.

En résumant les résultats de Sannerstedt et d'Oscarsson et Holmberg, on peut dire que l'assise électorale des Démocrates de Suède se caractérise par une surreprésentation des hommes, des ruraux, des sans-diplôme, des personnes au chômage ou en congé maladie de longue durée ainsi que des catégories ayant une mauvaise santé et celles aux revenus moyens ou faibles. En termes d'attitudes politiques, le vote SD est également surreprésenté parmi les personnes qui s'intéressent peu ou pas à la politique, qui expriment une défiance à l'égard de la classe politique et celles qui se situent au centre de l'axe gauche-droite, voire légèrement à droite du centre.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus par les Démocrates de Suède suivent un schéma applicable à tous les partis nationalistes et anti-immigration en Europe. Par exemple, dans une étude de Rydgren<sup>34</sup>, dans la plupart des six

29. Anders Sannerstedt, « Sverigedemokraternas sympatisörer », in Annika Bergström et Henrik Oscarsson [dir.], *Mittfåra & marginal*, SOM-Institutet, Gothenburg University, 2014, p. 445-458 [som.gu.se/digitalAssets/1487/1487698\_445-458-anders-sannerstedt.pdf] ; *id.*, « Hur extrema är Sverigedemokraterna? », in Annika Bergström, Bengt Johansson, Henrik Oscarsson et Maria Oskarsson [dir.], *Fragment*, SOM-Institutet, Gothenburg University, 2015, p. 399-414 [som.gu.se/digitalAssets/1533/1533976\_hur-extrema---r-sverigedemokraterna-sannerstedt.pdf] ; *id.*, « Sverigedemokraternas sympatisörer: fler än någonsin », in Jonas Ohlsson, Henrik Oscarsson et Maria Solevid [dir.], *Ekvilibrium*, SOM-Institutet, Gothenburg University, 2016, p. 161-178 [som.gu.se/digitalAssets/1579/1579388\_sverigedemokraternas-sympatis--rer-fler---n-n--gonsin.pdf].

30. Anders Sannerstedt, « Sverigedemokraternas sympatisörer: fler än någonsin », art. cit.

31. *Ibid.*

32. Henrik Oscarsson et Sören Holmberg, *op. cit.*

33. Anders Sannerstedt, « Sverigedemokraternas sympatisörer: fler än någonsin », art. cit.

34. Jens Rydgren, art. cit.

pays d'Europe de l'Ouest inclus dans son étude, un niveau d'éducation faible ou moyen, par opposition à un niveau d'éducation élevé, était positivement corrélé avec le vote en faveur d'un parti nationaliste. Dans la plupart des pays, les électeurs plus âgés étaient également plus enclins à voter pour ces partis. D'une manière générale, les personnes défavorisées sur le plan socio-économique, notamment les personnes à faible revenu et les chômeurs, sont le plus souvent surreprésentées parmi celles qui votent pour les partis anti-immigration<sup>35</sup>. Des modèles similaires ont été mis au jour par exemple pour le FPÖ en Autriche<sup>36</sup>. En outre, les hommes sont généralement plus enclins que les femmes à soutenir les partis de droite radicale, même en appliquant un contrôle par la variable de leurs opinions politiques<sup>37</sup>.

## b. La situation en 2017

Les schémas précédents sont-ils toujours valables ou bien les caractéristiques des électeurs des Démocrates de Suède ont-elles changé ? L'ensemble de données le plus récent se prêtant à une telle analyse est l'enquête nationale annuelle du SOM-Institutet à partir de 2017, soit une vaste enquête sociale et politique représentative de la population suédoise, réalisée un peu moins d'un an avant l'élection de 2018. L'enquête 2017 du SOM-Institutet se compose de six questionnaires différents, remplis simultanément par les répondants et comprenant un large éventail d'indicateurs sociaux, culturels, politiques et comportementaux. Les six questionnaires comprennent tous un ensemble de variables de base incluant, par exemple, la sympathie envers tel ou tel parti, tandis que d'autres indicateurs peuvent parfois être insérés dans un ou plusieurs questionnaires<sup>38</sup>.

Nous examinerons ici les caractéristiques du vote pour les Démocrates de Suède un peu moins d'un an avant les élections de septembre 2018 en utilisant un grand nombre de caractéristiques démographiques, socio-économiques et politiques, et nous les comparerons aux études précédentes. Notons cependant que cet ensemble de données ne cherche pas à savoir pour quel parti les gens ont l'intention de voter lors de la prochaine élection ou lors d'une élection

35. Wouter van der Brug, Meindert Fennema, Sjoerdje van Heerden et Sarah Lde Lange, « Not that different after all: radical right parties and voters in Western Europe », *European Populism and Winning the Immigration Debate*, Europea Liberal Forum, 2014, p. 65-97 [fores.se/wp-content/uploads/2015/01/european-populism-and-winning-the-immigration-debate.pdf].

36. Voir Patrick Moreau, *L'Autriche des populistes*, Fondation pour l'innovation politique, novembre 2016 [hwww.fondapol.org/wp-content/uploads/2016/11/093-MOREAU\_2016-11-29\_web2.pdf].

37. Eelco Harteveld, Wouter van der Brug, Stefan Dahlberg et Andrej Kokkonen, « The gender gap in populist radical-right voting: examining the demand side in Western and Eastern Europe », *Patterns of Prejudice*, vol. 49, n° 1-2, avril 2015, p. 103-134.

38. Pour plus d'informations sur la méthodologie et le travail de terrain des enquêtes du SOM-Institutet, voir Daniel Jansson, Frida Tipple et Marcus Weissenbilder, *SOM-undersökningarna 2017 – en metodöversikt*, 2018 [som.gu.se/digitalAssets/1688/1688736\_31.-som-unders-kningarna-2017---en-metod-versikt.pdf].

hypothétique, mais il est demandé aux répondants pour quel parti ils votent et lequel ils préfèrent. Ce n'est pas tout à fait la même chose, car on note parfois un petit écart entre le score électoral d'un parti et sa popularité dans l'opinion. Néanmoins, habituellement, ces différences sont assez minces et les deux indicateurs sont très fortement corrélés. D'autres sondages d'opinion réalisés par des instituts privés au cours de la même période montrent un niveau similaire de soutien aux Démocrates de Suède. Dans l'enquête du SOM-Institutet, la part globale des personnes interrogées déclarant une préférence pour les Démocrates de Suède à l'automne 2017 était de 14 %. Dans un sondage réalisé par TNS Sifo en octobre de la même année, la proportion des personnes interrogées déclarant qu'elles voteraient pour les Démocrates de Suède si des élections devaient avoir lieu aujourd'hui était de 15 %. Un sondage réalisé par Ipsos a également estimé à 15 % leur soutien électoral en octobre 2017.

Tout d'abord, le tableau 1 révèle dans une large mesure la même tendance que les années précédentes, observée dans les études de Sannerstedt<sup>39</sup> et d'Oscarsson et Holmberg<sup>40</sup>. En 2017, les Démocrates de Suède disposent toujours d'un soutien plus important chez les hommes (18 %) que chez les femmes (10 %). Mais, en 2017 toujours, nous constatons que l'ancien modèle, qui voyait les Démocrates de Suède bénéficier d'un soutien plus important parmi les jeunes générations, n'existe plus. En effet, on ne relève plus aucune différence significative entre les quatre groupes d'âge présentés dans le tableau 1. L'âge n'est donc plus prédictif du vote pour les Démocrates de Suède. Cependant, les différences selon le niveau d'éducation sont encore fortes. Le soutien aux Démocrates de Suède reste le plus élevé parmi ceux qui ont le plus faible niveau d'éducation et le plus bas parmi ceux ayant atteint le niveau des études supérieures, soit le niveau universitaire. Le vote SD est plus de trois fois plus élevé chez les personnes pas ou peu diplômées (22 %) que chez les personnes ayant fait des études supérieures (6 %).

Le critère des revenus reste également pertinent, avec un soutien plus faible dans les groupes à revenu plus élevé. Toutefois, il est erroné de dire que l'électorat principal des Démocrates de Suède se trouve parmi les personnes à faible revenu, car le soutien des groupes à revenu moyen est tout aussi fort. De même, l'ancien modèle qui mettait en lumière un vote plus faible dans les trois plus grandes villes de Suède est toujours pertinent.

Grâce à la taille de l'échantillon, nous pouvons également comparer des groupes d'origines différentes et examiner les écarts éventuels entre natifs de

39. Anders Sannerstedt, « Sverigedemokraternas sympatisörer: fler än någonsin », art. cit.

40. Henrik Oscarsson et Sören Holmberg, *op. cit.*

Suède, d'autres pays d'Europe et natifs de pays extérieurs à l'Europe. Bien que les personnes nées à l'étranger représentent aujourd'hui une grande partie de la population suédoise, c'est une tâche difficile, car elles sont généralement sous-représentées dans les enquêtes d'opinion. Les résultats du tableau 1 révèlent qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative entre les personnes nées en Suède et les personnes originaires d'autres pays d'Europe. En revanche, si l'on examine les personnes nées en dehors de l'Europe, le soutien aux Démocrates de Suède est nettement plus faible (5 %, contre 14 % pour les personnes nées en Suède). C'est une différence significative à un niveau de confiance de 95 %, malgré le nombre limité de personnes nées hors d'Europe présentes dans nos données.

**Tableau 1** : Sociologie du soutien aux Démocrates de Suède en 2017

	%	Effectif
Échantillon total	14	9 847
<b>Sexe</b>		
Femmes	10	5 033
Hommes	18	4 814
<b>Âge*</b>		
16-29	13	1 432
30-49	13	2 858
50-64	15	2 486
65-85	14	3 071
<b>Niveau d'éducation</b>		
Faible	22	1 483
Moyen/faible	19	2 819
Moyen/élevé	13	2 232
Élevé	6	3 078
<b>Revenu brut annuel du ménage</b>		
< 30 000 euros	15	2 185
30 100-70 000 euros	16	4 152
70 000 euros et +	10	2 916
<b>Lieu de résidence</b>		
Ruraux	20	1 412
Petits villages ou villes	17	1 850
Grandes villes	13	4 746
Stockholm-Göteborg-Malmö	8	1 644
<b>Situation de famille</b>		
Célibataire	16	2 384
Marié	12	4 809
<b>Pays d'origine</b>		
À grandi en Suède	14	8 489
À grandi dans d'autres pays d'Europe	11	513
À grandi dans un pays hors d'Europe	5	277

\* Absence d'écart significatif entre les différentes catégories d'âge (niveau de confiance de 95 %).

Source : Enquête nationale du SOM-Institutet 2017.

Dans le tableau 2, nous trouvons également un ensemble de modèles bien connus tirés d'études antérieures, mais bon nombre de ces différences sont maintenant assez faibles, bien que statistiquement significatives dans notre échantillon, inhabituellement important, de la population suédoise. Les Démocrates de Suède sont encore plus populaires parmi les ouvriers, et leur soutien est encore plus faible parmi les étudiants mais plus élevé parmi les chômeurs et malades de longue durée. Le modèle familial de soutien plus élevé chez les personnes dont la satisfaction de vie est plus faible reste également pertinent, de même que le lien avec l'état de santé subjectif. Toutefois, ce dernier lien est assez ténu : 17 % soutiennent les Démocrates de Suède dans le groupe ayant une santé subjective relativement mauvaise, et 14 % dans le groupe ayant une santé subjective relativement bonne.

**Tableau 2 :** Le soutien aux Démocrates de Suède en 2017 selon la situation en termes d'emploi, de satisfaction dans la vie et de santé

	%	Effectif
Échantillon total	14	9 847
<b>Situation sur le marché du travail</b>		
Actif	14	5 131
Étudiant	9	658
Retraité	14	2 922
Chômeur, malade de longue durée	19	546
<b>Profession</b>		
Ouvrier	18	3 659
Employé	9	4 328
Travailleur indépendant, chef d'entreprise	19	736
<b>Satisfaction à l'égard de la vie</b>		
Très satisfait	13	3 762
Assez satisfait	14	5 212
Plutôt pas satisfait	18	605
Pas du tout satisfait	25	112
<b>État de santé subjectif (0-10)</b>		
Mauvais (0-5)	17	1 708
Moyen (6-7)	13	2 315
Bon (8-10)	14	5 685

Source : Enquête nationale du SOM-Institutet 2017.

Dans le tableau 3, nous rencontrons un autre modèle explicatif connu du vote en faveur des Démocrates de Suède, à savoir le lien avec le degré de confiance dans le personnel politique. Parmi les Suédois qui déclarent faire très peu confiance à la classe politique suédoise, le niveau de soutien aux Démocrates de Suède est de 41 % ; il est de seulement 3 % parmi les Suédois interrogés qui disent leur accorder une confiance assez élevée. Il en va de même en ce

qui concerne le lien avec le degré de satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie. Le soutien aux Démocrates de Suède est beaucoup plus élevé au sein du groupe des répondants qui disent être insatisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie en Suède, et il atteint pas moins de 57 % parmi ceux qui ne sont pas du tout satisfaits de ce fonctionnement. Pourtant, il est important de se rappeler ici que la direction causale est loin d'être claire. Ce schéma n'est pas nécessairement le résultat d'un processus qui verrait ceux qui sont les moins satisfaits de la démocratie ou qui perdent leur confiance dans la classe politique devenir plus susceptibles de voter pour les Démocrates de Suède. La causalité inverse est tout aussi possible et, selon certaines études, encore plus probable<sup>41</sup>.

En 2017, le niveau d'intérêt pour la politique, cependant, ne semble pas avoir de lien linéaire avec la tendance à soutenir les Démocrates de Suède. Certes, le soutien est plus faible chez les personnes interrogées qui déclarent un intérêt pour la politique assez élevé (12 %), mais on ne constate pas de différence significative entre ceux qui ont un intérêt très élevé et ceux qui n'ont qu'un faible intérêt pour la politique.

41. Par exemple, Lauren McLaren, « Immigration and Trust in Politics in Britain », *British Journal of Political Science*, vol. 42, n° 1, 2011, p. 163-185.

**Tableau 3** : Le soutien aux Démocrates de Suède en 2017 selon les opinions et les représentations politiques

	%	Effectif
Échantillon total	14	9 847
<b>Intérêt pour la politique</b>		
Très intéressé	15	1 559
Assez intéressé	12	4 560
Plutôt pas intéressé	14	3 027
Pas du tout intéressé	17	633
<b>Confiance dans la classe politique suédoise</b>		
Tout à fait confiance	(8)	50
Plutôt confiance	3	1 219
Plutôt pas confiance	16	1 505
Pas du tout confiance	41	414
<b>Satisfaction à l'égard de la démocratie en Suède</b>		
Très satisfait	2	949
Assez satisfait	6	4 850
Plutôt pas satisfait	27	1 862
Pas du tout satisfait	57	536
<b>La Suède va dans la bonne ou la mauvaise direction</b>		
Bonne direction	3	447
Mauvaise direction	27	824
<b>Perception de l'évolution de l'économie suédoise au cours des douze derniers mois</b>		
La situation s'est améliorée	8	423
La situation est restée la même	16	821
La situation s'est dégradée	38	191
<b>Positionnement sur l'axe gauche-droite</b>		
À gauche	2	1 033
Plutôt à gauche	3	2 159
Ni à gauche ni à droite	18	3 002
Plutôt à droite	16	2 558
À droite	34	978
<b>Opinion à propos de l'idée « Il faut accueillir moins de réfugiés en Suède »</b>		
Très bonne	39	968
Assez bonne	9	724
Ni bonne ni mauvaise	1	744
Assez mauvaise	1	465
Très mauvaise	3	299

Les informations basées sur des effectifs inférieurs à 100 répondants sont indiquées entre parenthèses.

Source : Enquête nationale SOM-Institutet 2017.

Le soutien aux Démocrates de Suède est également très faible parmi ceux qui pensent que la Suède va actuellement dans la bonne direction, par comparaison avec ceux qui disent que la Suède va dans la mauvaise direction. Comme attendu, le soutien au Démocrates de Suède est également beaucoup plus élevé parmi ceux qui soutiennent fortement l'idée d'accueillir moins de réfugiés en Suède que parmi ceux qui n'approuvent pas cette idée ou qui expriment à son propos des opinions plus nuancées.

Il est un constat clair, peu étudié dans les publications précédentes : ceux qui considèrent que le développement économique de la Suède au cours de l'année 2017 est négatif sont beaucoup plus susceptibles de soutenir les Démocrates de Suède. Parmi ceux qui affirment que l'économie s'est détériorée, 38 % soutiennent le SD, contre 8 % parmi ceux qui affirment que l'économie s'est améliorée (*voir tableau 3*). Une analyse de régression logistique à variables multiples du soutien aux Démocrates de Suède, comprenant un large éventail de variables de contrôle, à la fois socio-économiques et politiques, révèle que les perceptions macroéconomiques négatives ont en réalité un effet indépendant et prédisent avec une efficacité significative un vote pour les Démocrates de Suède. Autre constatation frappante : en 2017, le profil idéologique des Démocrates de Suède s'est droitisé. En 2014, Oscarsson et Holmberg avaient constaté que le soutien était plus vif parmi les électeurs qui ne se situaient ni à gauche ni à droite<sup>42</sup>. En 2017, ce n'est clairement plus le cas. On constate ainsi, dans le tableau 3, que parmi ceux qui se situent idéologiquement à gauche, le soutien au SD est presque inexistant, alors qu'il est deux fois plus élevé (34 %) parmi ceux qui se situent « à droite » que parmi ceux qui se situent « au centre » (16 %) ou « un peu à droite » (18 %). Un examen plus approfondi des enquêtes annuelles du SOM-Institutet révèle que cette tendance est apparue dès 2015, pour se renforcer progressivement au fil du temps. Cependant, la cause de ce changement que représente la droitisation du soutien aux Démocrates de Suède n'est pas claire.

### c. Explications du vote SD

Il existe plusieurs types d'explications du vote en faveur des partis anti-immigration ou de droite radicale. Depuis longtemps, des études sont menées sur ce sujet. La plupart des explications se concentrent soit sur des facteurs liés à l'offre, soit sur des facteurs liés à la demande. La prise en compte de l'offre inclut les partis de droite anti-immigration ou radicaux eux-mêmes, leur organisation et leurs programmes politiques, ainsi que des facteurs connexes. L'analyse de l'offre prend aussi en considération les autres partis

42. Henrik Oscarsson et Sören Holmberg, *op. cit.*, p. 248.

politiques qui représentent une option disponible et la manière dont ils réagissent à l'apparition de ces nouvelles formations. Parmi les facteurs liés à la demande, on trouve l'opinion publique, l'opinion des électeurs sur des sujets susceptibles d'être pertinents tels que le nationalisme, l'immigration et l'accueil des réfugiés. D'une manière générale, le développement macroéconomique, les transformations en termes de cultures et d'identités font également partie de ce faisceau d'explications. Je ne parlerai pas ici des facteurs liés à l'offre, mais il est assez clair que, depuis le milieu des années 1990, les Démocrates de Suède ont habilement construit et progressivement développé l'organisation de leur parti, afin de rendre possible un plus large succès électoral.

Au niveau individuel, plusieurs études transversales utilisant des données microéconomiques issues d'enquêtes électorales indiquent que l'explication la plus importante du vote SD se trouve sans aucun doute dans les réactions négatives à l'égard de l'immigration. Dans la publication principale du programme d'études électorales suédoises sur le scrutin de 2014, Oscarsson et Holmberg avaient présenté une analyse complète du vote en faveur des Démocrates de Suède<sup>43</sup>. À l'instar des publications scientifiques internationales sur le vote favorable aux partis anti-immigration, ils concluaient que la répartition des suffrages SD était clairement motivée par un vote sur enjeu, ce qui est vrai de la plupart des autres partis politiques de même type. Les électeurs qui choisissent de voter pour les Démocrates de Suède le font principalement parce que leurs opinions vis-à-vis des immigrés et des réfugiés sont en accord avec celles de ce parti. Outre les attitudes anti-immigration, Oscarsson et Holmberg observaient également un effet distinct, mais plus faible, de l'opinion négative à l'égard de l'Union européenne. Selon leurs analyses de régression à variables multiples, il apparaît que la plupart des facteurs socio-économiques n'ont pas d'effet direct sur la propension à voter pour les Démocrates de Suède. Les facteurs socio-économiques ont principalement un effet indirect véhiculé par des opinions hostiles aux immigrés, bien que, dans leur étude, la double appartenance à la classe ouvrière et au sexe masculin conserve encore un effet positif direct sur le vote en faveur des Démocrates de Suède.

Dans une étude utilisant les données de l'enquête sociale européenne de 2003, J. Rydgren<sup>44</sup> a montré de manière convaincante que les opinions xénophobes ou racistes ne sont pas nécessairement des prédicteurs importants du vote radical de droite. Bien différemment, c'est ce qu'il appelle le scepticisme à l'égard de l'immigration, à savoir l'idée que le pays devrait accepter moins d'immigrés, qui est considéré comme la principale motivation du vote. Outre

43. *Ibid.*

44. Jens Rydgren, art. cit.

l'importance accrue des enjeux liés à l'immigration et les opinions négatives à l'égard des réfugiés, d'autres facteurs, tels que le déclin du vote de classe et la perception d'un effacement des différences entre les grands partis traditionnels, exercent une influence à long terme et tendent à converger sur des enjeux qui étaient constitutifs du clivage gauche-droite<sup>45</sup>.

Il est également bien connu que les électeurs des partis anti-immigration ont plus tendance à éprouver un mécontentement que ceux des autres partis. Ainsi, on l'a vu, ils font moins confiance aux hommes politiques, au système politique en général, et sont moins satisfaits du fonctionnement de la démocratie. Cependant, il est loin d'être clair que cela puisse constituer une explication ou une cause du vote en faveur des partis anti-immigrés. Bien qu'il soit en fait difficile d'identifier une cause lorsqu'il s'agit d'un comportement impliquant une pluralité d'opinions individuelles, la plupart des recherches montrent que le plus probable est que le fait d'avoir des opinions hostiles à l'immigration détermine le mécontentement politique et la défiance envers la politique plutôt que l'inverse<sup>46</sup>. Un chemin de causalité probable est que les attitudes négatives à l'égard de l'immigration et des réfugiés déterminent une sympathie pour les partis anti-immigration, ce qui ensuite favorise un sentiment de défiance et de mécontentement politique généralisé.

Dans l'ensemble, ce que nous savons des explications du vote en faveur des partis anti-immigration, tant dans les autres pays que dans des études sur les Démocrates de Suède, amène à penser que, compte tenu des évolutions observées de l'opinion publique suédoise, de nouveaux progrès électoraux des Démocrates de Suède ne devraient pas nous surprendre.

## V. LES DÉMOCRATES DE SUÈDE DANS LE SYSTÈME POLITIQUE NATIONAL

Afin de comprendre la position des Démocrates de Suède dans le système politique suédois et leur impact potentiel, nous devons d'abord présenter une vue d'ensemble du système de partis<sup>47</sup>. Pendant longtemps, la politique suédoise a été structurée par cinq partis : un parti de gauche (anciennement parti communiste), un grand parti social-démocrate, un parti du centre

45. Jens Rydgren et Sara van der Meiden, art. cit.

46. Andrej Kokkonen, art. cit. ; Lauren McLaren, art. cit. ; Wouter van der Brug, « How the LPF fuelled discontent: empirical tests of explanations of LPF support », *Acta Politica*, vol. 38, no 1, avril 2003, p. 89-106.

47. Pour un compte rendu plus complet de ce système de partis, de son développement, et une comparaison avec d'autres pays, voir Nicholas Aylott, « The party system », in Jon Pierre (dir.), *op. cit.*, p. 152-168.

(anciennement parti agrarien), un parti libéral et, enfin, un parti modéré, de type libéral-conservateur. Jusqu'à la fin des années 1980, ces cinq partis recueillaient, ensemble, entre 95 et 98 % des suffrages<sup>48</sup>.

Les caractéristiques de ce système de partis suédois, désigné comme le « five-party model », typique des démocraties scandinaves<sup>49</sup>, peuvent être brièvement résumées : d'abord une structure de conflit unidimensionnelle basée sur le clivage gauche-droite ; ensuite une structure à deux blocs, avec, d'un côté, un bloc de gauche, incluant le Parti de gauche et les sociaux-démocrates, et, de l'autre côté, un bloc de droite comprenant les trois autres partis ; enfin, dernière caractéristique, la domination du système par l'un des partis politiques, le Parti social-démocrate, qui, entre les années 1930 et les années 1980, a le plus souvent rassemblé au moins 40 % des suffrages. Les arrivées successives des écologistes, en 1988, et des démocrates-chrétiens, en 1991, ont transformé ce système en un système à sept partis, mais sans remettre en cause son organisation en deux blocs, et ce d'autant moins qu'à partir de 1994 les écologistes se sont rapprochés du bloc de gauche. Cependant, à certaines périodes, les sociaux-démocrates ont coopéré avec le parti du centre plutôt qu'avec le parti de gauche. Cela a été rendu possible en raison de la taille et du manque d'unité entre les partis de centre droit. À partir de 2006, la situation a clairement changé lorsque les quatre partis de centre droit, sous la direction du nouveau chef du parti modéré, Fredrik Reinfeldt, ont formé l'Alliance pour la Suède, qui a réaffirmé la structure bipartisane du système des partis.

Néanmoins, ce modèle bipolaire est aujourd'hui remis en question par l'arrivée du nouveau parti que forment les Démocrates de Suède et dont les rapides progrès électoraux pourraient permettre de représenter un troisième bloc dans le système suédois des partis.

### a. La position des Démocrates de Suède au parlement

Après l'entrée des Démocrates de Suède au parlement, en 2010, le parti a été tenu à l'écart de toute forme de coopération ou de négociation par les sept autres. La réaction des partis à leur entrée au parlement a été de les isoler lors des sessions parlementaires. Il a fallu remédier à cette nouvelle situation : la coalition au pouvoir – les quatre partis de centre droit de l'Alliance – ne disposait plus de la majorité des voix au parlement. Cela signifiait que les Démocrates de Suède pouvaient se trouver en mesure d'influencer les politiques publiques en votant contre les propositions du gouvernement conjointement

48. *Ibid.*, p. 155.

49. À ce propos, l'ouvrage classique est : Sten Berglund and Ulf Lindström, *The Scandinavian Party System(s)*, Lund: Studentlitteratur, 1978. 203 p. [N.D.É.].

avec les partis d'opposition rouge-vert<sup>50</sup>. Cela a conduit à des négociations entre les partis gouvernementaux et les Verts, qui ont débouché sur un accord relatif à l'immigration et à la politique étrangère, afin de s'assurer que les Démocrates de Suède ne seraient pas en mesure de peser sur les décisions touchant à leur thématique de prédilection, à savoir l'immigration.

Un cas particulièrement intéressant s'est présenté au début du premier mandat des Démocrates de Suède au parlement. Le gouvernement de centre droit avait prévu une nouvelle réduction de l'impôt sur le revenu, ce qui constituait le cœur de son programme. Les verts-rouges se sont opposés à cette réforme fiscale comme ils l'avaient fait pendant la campagne électorale, mais lorsque les Démocrates de Suède ont déclaré qu'ils voteraient également contre une telle réduction d'impôt, la fragilité de la majorité parlementaire est devenue évidente et il est apparu clairement que le gouvernement ne pouvait plus espérer voir son programme approuvé au parlement. Quelques mois plus tard, le gouvernement a préféré annoncer le report de sa réforme de l'impôt sur le revenu. L'année suivante, les Démocrates de Suède ont déclaré qu'ils étaient prêts à soutenir la réduction de l'impôt sur le revenu pour autant que le gouvernement soit disposé à négocier avec eux<sup>51</sup>. Cependant, toutes leurs sollicitations furent rejetées et les Démocrates de Suède restèrent un « parti paria ».

Après les élections de 2014 et l'amplification du succès électoral des Démocrates de Suède, une série d'événements intéressants a également eu lieu, illustrant nettement la volonté forte et inébranlable des sept autres partis de maintenir les Démocrates de Suède à l'écart du jeu politique. Après les élections de 2014, le gouvernement de centre droit, reposant sur la coalition l'Alliance<sup>52</sup>, démissionna. Un nouveau gouvernement fut alors mis en place. Dirigé par Stefan Löfvén, il était composé des sociaux-démocrates et des Verts. À l'instar du gouvernement précédent, celui-ci ne disposait pas non plus de majorité parlementaire, si bien que, même lorsque le soutien du parti de gauche fut pris en compte, la nouvelle coalition n'avait pas la majorité parlementaire. Dans le cas des gouvernements minoritaires, il était d'usage depuis un certain temps que chaque parti ne vote que pour sa propre proposition budgétaire. Cette fois, cependant, les choses ne se déroulèrent pas comme prévu pour le gouvernement. Lorsque les propositions budgétaires furent traitées au parlement le 3 décembre, les Démocrates de Suède décidèrent de voter pour

50. Voir Anders Widfeldt, *op. cit.*

51. *Ibid.*, p. 191.

52. L'Alliance pour la Suède est une coalition de centre droit formée en 2004 et victorieuse lors des élections législatives de 2006. L'Alliance associe quatre partis politiques : les Modérés, le Parti du centre, Les Libéraux et le parti des Chrétiens-démocrates.

la proposition commune aux quatre partis de centre droit de l'Alliance plutôt que de se prononcer au dernier tour de scrutin. Le budget de l'opposition de centre droit obtint ainsi la majorité des voix et le budget du gouvernement ne fut pas adopté par le parlement. Pour toute réponse, le Premier ministre Löfvén annonça la tenue d'élections législatives anticipées afin de clarifier la situation parlementaire. Mais, quelques semaines plus tard, la décision de précipiter les élections législatives<sup>53</sup> fut annulée en raison d'un accord entre six partis – les deux partis du gouvernement rouge-vert et les quatre partis de l'Alliance de centre droit –, présenté le 27 décembre 2014 sous le nom de l'Accord de décembre (Decemberöverenskommelsen, DÖ). Cet accord stipulait que la plus importante coalition de partis devrait être autorisée à former un gouvernement et qu'elle aurait la garantie de voir son budget adopté. Dans la pratique, les coalitions de partis se référaient d'une part aux rouges-verts, y compris le Parti social-démocrate, les Verts et le Parti de gauche, et d'autre part à l'Alliance<sup>54</sup>. L'objectif évident était de faire en sorte que les Démocrates de Suède ne puissent plus interférer dans l'action des deux grands blocs de gouvernement et de les tenir à l'écart de toute influence politique directe au parlement. Par ailleurs, l'accord préservait le caractère bipolaire du système multipartite suédois, bien que les députés Démocrates de Suède soient devenus si nombreux qu'aucun des deux blocs traditionnels de gauche et de droite n'est plus susceptible d'obtenir la majorité des voix.

À l'origine, l'Accord de décembre devait durer huit ans, soit deux législatures, jusqu'à l'élection de 2022. Il ne dura même pas un an. Déjà, dès octobre 2015, l'Accord fut déclaré caduque après la décision des démocrates-chrétiens de le dénoncer<sup>55</sup>. Une étude a montré, qu'au sein du Parti modéré, ce sont les membres les plus proches des idées politiques des Démocrates de Suède, par exemple à propos de l'immigration et des réfugiés, qui se montrèrent les plus critiques à l'égard de cet Accord de décembre<sup>56</sup>.

53. Notons que si la décision d'anticiper les élections législatives n'avait pas été annulée, le scrutin n'aurait pas eu lieu, pour la première fois depuis 1958, en septembre, ce qui nous fournit un indicateur du degré de perturbation du système politique suédois [NdÉ].

54. Ulf Bjereld, Karin Eriksson et Jonas Hinnfors, « Decemberöverenskommelsens fall – en spegel av strategiskt tänkande partisympatisörer? », in Jonas Ohlsson, Henrik Oscarsson et Maria Solevid [dir.], *op. cit.*, p. 299-311 [som.gu.se/digitalAssets/1579/1579365\_december-verenskommelsens-fall----en-spegel-av-strategiskt-t-nkande-partisympatis-rer.pdf].

55. *Ibid.*

56. *Ibid.*

## b. Les conséquences pour la démocratie suédoise et l'impact possible des SD

Dans l'ensemble, il est sans doute juste de dire que la position forte des Démocrates de Suède à la suite du scrutin de 2014 a rendu la démocratie parlementaire suédoise plus imprévisible et moins stable. Il n'est pas possible aujourd'hui de prévoir comment fonctionnera la prochaine législature si leur position dans les sondages se maintient et s'ils occupent 20 % des sièges au parlement. Cependant, il est peu probable de les voir officiellement rejoindre un gouvernement de coalition. De même, il n'est guère probable non plus de voir se mettre en place une coopération continue et organisée entre un gouvernement et les Démocrates de Suède sous la forme classique de négociations et d'accords préalables en vue d'assurer le soutien à tel ou tel projet de loi du gouvernement. Pour que le système parlementaire fonctionne avec un degré raisonnable de prévisibilité sans un gouvernement majoritaire au parlement, il est essentiel d'avoir une opposition relativement passive, c'est-à-dire qui s'abstienne de vouloir activement faire échec aux propositions gouvernementales qu'elle n'approuverait pas, et un gouvernement relativement passif qui s'abstienne de présenter des projets de loi controversés au parlement. Voici un exemple de passivité de l'opposition : depuis 2014, les quatre partis composant l'Alliance ont renoncé à présenter une proposition de budget alternatif afin de ne pas permettre aux Démocrates de Suède de la soutenir et donc de montrer leur capacité à faire émerger une majorité parlementaire. Au lieu de cela, chacun des partis a pu présenter des budgets alternatifs distincts, puis décider ne pas voter pour les budgets des autres partis, afin d'éviter de provoquer la chute du gouvernement. En fait, il faut éviter toute action concertée qui pourrait donner lieu à des scrutins non sollicités permettant aux Démocrates de Suède de faire émerger une majorité au parlement.

Une autre option serait la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale plus large, qui obtiendrait une majorité en englobant des partis de gauche et de droite. Si cela se produisait, il est actuellement peu probable que seraient inclus les deux plus grands partis de chacun des deux blocs, les sociaux-démocrates et les Modérés. Comme Aylott et Bolin l'ont déjà suggéré en 2015 dans leur analyse des élections suédoises de 2014, il est plus probable qu'une telle coalition inclurait plutôt les sociaux-démocrates et certains petits partis de centre droit tels que le parti du Centre et les libéraux<sup>57</sup>. Je pense que cette proposition est toujours valable trois ans plus tard.

57. Nicholas Aylott et Niklas Bolin, « Polarising Pluralism: The Swedish Parliamentary Election of September 2014 », *West European Politics*, vol. 38, n° 3, janvier 2015, p. 730-740.

Dans leur analyse de l'enquête du SOM-Institutet de 2017, Falk et Oscarsson<sup>58</sup> constatent que le soutien du public suédois à un gouvernement comprenant à la fois des partis du bloc de gauche et du bloc de droite n'a jamais été aussi élevé : 39 % se prononcent en faveur d'un tel gouvernement. En outre, ils constatent qu'environ la moitié des partisans du parti social-démocrate sont favorables à une telle solution. Si l'on en juge par les récents sondages d'opinion, par exemple ceux de Novus en juin 2018 ou d'Ipsos en mai 2018, cela semble toutefois assez difficile, car une coalition basée sur les sociaux-démocrates ne peut être actuellement majoritaire qu'à la condition de rassembler jusqu'à cinq partis, y compris le Parti de gauche et deux partis du bloc de centre droit, par exemple le parti du Centre et les Libéraux.

Les récents sondages d'opinion visant à savoir si d'autres partis devraient coopérer avec les Démocrates de Suède après les élections de 2018 donnent actuellement une image plutôt contrastée. Surtout, la plupart des électeurs semblent toujours opposés à l'idée d'une coopération parlementaire avec les Démocrates de Suède. Selon un sondage de Novus publié par la télévision le 7 juin 2018, seuls 22 % des électeurs qui votent pour les autres partis souhaitent voir leur parti coopérer avec les Démocrates de Suède. Parmi les électeurs qui ont voté pour l'un des quatre partis de l'Alliance, la part en faveur d'une coopération avec les Démocrates de Suède est de 34 % contre 52 % qui s'y opposent.

On sait peu de choses sur la façon dont la Suède sera gouvernée après les élections de septembre 2018. Il n'est toujours pas évident de savoir si ce sera un gouvernement minoritaire, bénéficiant d'une opposition volontairement passive, ou bien si ce sera une version renouvelée de l'Accord de décembre, ou une plus large coalition de partis, provenant à la fois du bloc de droite et du bloc de gauche, ou encore un gouvernement coopérant avec les Démocrates de Suède ou profitant de son soutien passif.

58. Elisabeth Falk et Henrik Oscarsson, « Svenska folkets önskestatsminister och önskeregeringar 2017 », in Ulrika Andersson, Anders Carlander, Elina Lindgren et Maria Oskarson (dir.), *op. cit.*, p. 161-175 ([som.gu.se/digitalAssets/1693/1693522\\_161-176-falk-o-oscarsson-f--rg.pdf](https://som.gu.se/digitalAssets/1693/1693522_161-176-falk-o-oscarsson-f--rg.pdf)).

Septembre 2018

# LES SUÉDOIS ET L'IMMIGRATION FIN DE L'HOMOGENÉITÉ ?

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

Tino SANANDAJI

*Les Suédois et l'immigration [1]  
Fin de l'homogénéité ?*

Tino Sanandaji, septembre 2018, 60 pages

Septembre 2018

# LES SUÉDOIS ET L'IMMIGRATION FIN DU CONSENSUS ?

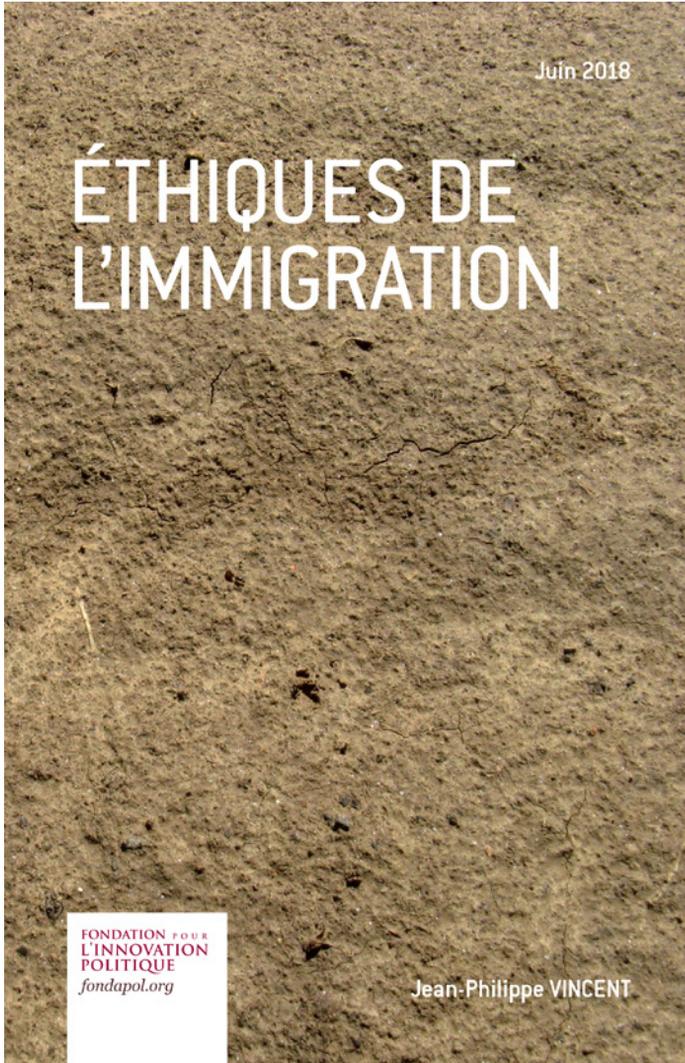
2

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

Tino SANANDAJI

*Les Suédois et l'immigration [2]  
Fin du consensus ?*

Tino Sanandaji, septembre 2018, 60 pages



*Éthiques de l'immigration*  
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Sous la direction de Dominique Reynié

# OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA  
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration

*Où va la démocratie ?*

Sous la direction de Dominique Reynié – Octobre 2017  
Plon, Paris, 2017, 320 pages



# NOS PUBLICATIONS

***Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration***

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

***Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 60 pages

***Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 60 pages

***Éthiques de l'immigration***

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

***Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)***

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions, 56 pages

***Villes et voitures : pour une réconciliation***

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

***France : Combattre la pauvreté des enfants***

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

***Que pèsent les syndicats ?***

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

***L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française (2)***

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

***L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin (1)***

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

***L'Italie aux urnes***

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

***L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous***

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

***L'innovation à l'ère du bien commun***

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

***Libérer l'islam de l'islamisme***

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

***Gouverner le religieux dans un état laïc***

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

***L'Opinion européenne en 2017***

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

***Innovation politique 2017 (Tome 2)***

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

***Innovation politique 2017 (Tome 1)***

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

***Une « norme intelligente » au service de la réforme***

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

***Autriche : virage à droite***

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

***Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage***

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

***Où va la démocratie ?***

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

***Violence antisémite en Europe 2005-2015***

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

***Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne***

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

***Marché du travail : pour la réforme !***

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

***Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie***

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

***Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés***

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

***France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances***

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

***Dette publique : la mesurer, la réduire***

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

***Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière***

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

***Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle***

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

***Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée***

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

***Porno addiction : nouvel enjeu de société***

David Reynié, mars 2017, 48 pages

***Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

***Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

***L'actif épargne logement***

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

***Réformer : quel discours pour convaincre ?***

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

***De l'assurance maladie à l'assurance santé***

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

***Hôpital : libérer l'innovation***

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

***Le Front national face à l'obstacle du second tour***

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

***La République des entrepreneurs***  
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

***Des startups d'État à l'État plateforme***  
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

***Vers la souveraineté numérique***  
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

***Repenser notre politique commerciale***  
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

***Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté***  
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

***L'Autriche des populistes***  
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

***L'Europe face aux défis du pétro-solaire***  
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

***Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN***  
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

***Innovation politique 2016 (accessible en librairie)***  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

***Le nouveau monde de l'automobile (2) : Les promesses de la mobilité électrique***  
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

***Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion***  
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

***L'Opinion européenne en 2016 (accessible en librairie)***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

***L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX<sup>e</sup> siècle)***  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

***L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX<sup>e</sup> siècle)***  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

***Refonder l'audiovisuel public.***  
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

***La concurrence au défi du numérique***  
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

***Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité***  
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

***Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle***  
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

***La blockchain, ou la confiance distribuée***  
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

***La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)***  
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

***Gouverner pour réformer : Éléments de méthode***  
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

***Les zadistes (2) : la tentation de la violence***  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

**Les zadistes [1] : un nouvel anticapitalisme**

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

**Régionales [2] : les partis, contestés mais pas concurrencés**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

**Régionales [1] : vote FN et attentats**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

**Un droit pour l'innovation et la croissance**

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

**Le lobbying : outil démocratique**

Anthony Ecurat, février 2016, 44 pages

**Valeurs d'islam (accessible en librairie)**

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

**Chiïtes et sunnites : paix impossible ?**

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

**Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme**

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

**Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels**

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

**L'Opinion européenne en 2015 (accessible en librairie)**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

**La noopolitique : le pouvoir de la connaissance**

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

**Innovation politique 2015 (accessible en librairie)**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

**Good COP21, Bad COP21 [2] : une réflexion à contre-courant**

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

**Good COP21, Bad COP21 [1] : le Kant européen et le Machiavel chinois**

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

**PME : nouveaux modes de financement**

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

**Vive l'automobilisme ! [2] Pourquoi il faut défendre la route**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

**Vive l'automobilisme ! [1] Les conditions d'une mobilité conviviale**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

**Crise de la conscience arabo-musulmane**

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

**Départementales de mars 2015 [3] : le second tour**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

**Départementales de mars 2015 [2] : le premier tour**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

**Départementales de mars 2015 [1] : le contexte**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

**Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

***Politique économique : l'enjeu franco-allemand***

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

***Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.***

François Bazin, juin 2015, 48 pages

***Économie de la connaissance***

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

***Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique***

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

***Unir pour agir : un programme pour la croissance***

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

***Nouvelle entreprise et valeur humaine***

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

***Les transports et le financement de la mobilité***

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

***Numérique et mobilité : impacts et synergies***

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

***Islam et démocratie : face à la modernité***

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

***Islam et démocratie : les fondements***

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

***Les femmes et l'islam : une vision réformiste***

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

***Éducation et islam***

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

***L'islam et les valeurs de la République***

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

***Islam et contrat social***

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

***Le soufisme : spiritualité et citoyenneté***

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

***L'humanisme et l'humanité en islam***

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

***Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?***

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

***Coran, clés de lecture***

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

***Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité***

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

***Mémoires à venir***

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

***La classe moyenne américaine en voie d'effritement***

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

***Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes***

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

***L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages***  
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

***La politique de concurrence : un atout pour notre industrie***  
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

***Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton***  
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

***Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes***  
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

***Innovation politique 2014 (accessible en librairie)***  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

***Énergie-climat : pour une politique efficace***  
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

***L'urbanisation du monde. Une chance pour la France***  
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

***Que peut-on demander à la politique monétaire ?***  
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

***Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014***  
Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

***Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France***  
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

***L'Opinion européenne en 2014 (accessible en librairie)***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

***Taxer mieux, gagner plus***  
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

***L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration***  
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

***L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks***  
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

***Pour un new deal fiscal***  
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

***Faire cesser la mendicité avec enfants***  
Julien Damon, mars 2014, 44 pages

***Le low cost, une révolution économique et démocratique***  
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

***Un accès équitable aux thérapies contre le cancer***  
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

***Réformer le statut des enseignants***  
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

***Un outil de finance sociale : les social impact bonds***  
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

***Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance***  
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

***Les valeurs des Franciliens***  
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

***Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec***

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

***Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées***

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

***L'Opinion européenne en 2013 (accessible en librairie)***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

***La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique***

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

***Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs***

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

***La démobilité : travailler, vivre autrement***

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

***LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie***

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

***Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France***

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

***Les classes moyennes dans les pays émergents***

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

***Innovation politique 2013 (accessible en librairie)***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

***Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies***

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

***Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux***

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

***La compétitivité passe aussi par la fiscalité***

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

***Une autre politique monétaire pour résoudre la crise***

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

***La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?***

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

***Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...***

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

***Youth and Sustainable Development***

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

***La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

***Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

***Libérer le financement de l'économie***

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

***L'épargne au service du logement social***

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

***L'Opinion européenne en 2012 (accessible en librairie)***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

***Valeurs partagées***

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

***Les droites en Europe***

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

***Innovation politique 2012***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

***L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

***Politique énergétique française (2) : les stratégies***

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

***Politique énergétique française (1) : les enjeux***

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

***Révolution des valeurs et mondialisation***

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

***Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?***

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

***La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser***

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

***L'hospitalité : une éthique du soin***

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

***12 idées pour 2012***

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

***Les classes moyennes et le logement***

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

***Réformer la santé : trois propositions***

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

***Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008***

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

***La responsabilité***

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

***Le vote des classes moyennes***

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

***La compétitivité par la qualité***

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

***Les classes moyennes et le crédit***

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

***Portrait des classes moyennes***

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

***Morale, éthique, déontologie***

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

***Sortir du communisme, changer d'époque***

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

***L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?***

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

***La jeunesse du monde***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

***Pouvoir d'achat : une politique***

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

***La liberté religieuse***

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

***Réduire notre dette publique***

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

***Écologie et libéralisme***

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

***Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies***

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

***Contester les technosciences : leurs raisons***

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

***Contester les technosciences : leurs réseaux***

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

***La fraternité***

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

***La transformation numérique au service de la croissance***

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

***L'engagement***

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

***Liberté, Égalité, Fraternité***

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

***Quelle industrie pour la défense française ?***

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

***La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise***

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

***La religion dans les affaires : la finance islamique***

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

***Où en est la droite ? L'Allemagne***

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

***Où en est la droite ? La Slovaquie***

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

***Qui détient la dette publique ?***

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

***Le principe de précaution dans le monde***

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

***Comprendre le Tea Party***

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

***Où en est la droite ? Les Pays-Bas***

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

***Productivité agricole et qualité des eaux***

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

***L'Eau : du volume à la valeur***

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

***Eau : comment traiter les micropolluants ?***

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

***Eau : défis mondiaux, perspectives françaises***

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

***L'irrigation pour une agriculture durable***

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

***Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles***

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

***Où en est la droite ? L'Autriche***

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

***La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat***

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

***Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro***

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

***2011, la jeunesse du monde***

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

***L'Opinion européenne en 2011 (accessible en librairie)***

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

***Administration 2.0***

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

***Où en est la droite ? La Bulgarie***

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

***Le retour du tirage au sort en politique***

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

***La compétence morale du peuple***

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

***L'Académie au pays du capital***

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

***Pour une nouvelle politique agricole commune***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Sécurité alimentaire : un enjeu global***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Les vertus cachées du low cost aérien***

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

***Innovation politique 2011 (accessible en librairie)***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

***Défense : surmonter l'impasse budgétaire***

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

***Où en est la droite ? L'Espagne***

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

***Les vertus de la concurrence***

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

***Internet, politique et coproduction citoyenne***

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

***Où en est la droite ? La Pologne***

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

***Où en est la droite ? La Suède et le Danemark***

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

***Quel policier dans notre société ?***

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

***Où en est la droite ? L'Italie***

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

***Crise bancaire, dette publique : une vue allemande***

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

***Dette publique, inquiétude publique***

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

***Une régulation bancaire pour une croissance durable***

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

***Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole***

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

***Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?***

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

***L'Opinion européenne en 2010 (accessible en librairie)***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

***Pays-Bas : la tentation populiste***

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

***Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat***

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

***Où en est la droite ? La Grande-Bretagne***

David Hanley, avril 2010, 34 pages

***Renforcer le rôle économique des régions***

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

***Réduire la dette grâce à la Constitution***

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

***Stratégie pour une réduction de la dette publique française***

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

***Iran : une révolution civile ?***

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

***Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre***

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

***Agir pour la croissance verte***

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

***L'économie allemande à la veille des législatives de 2009***

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

***Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France***

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

***Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après***

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

***L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française***

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

***La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi***

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

***Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme***

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

***Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?******Une question de justice sociale et un problème démocratique***

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

***La réforme de l'enseignement supérieur en Australie***

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

***Les réformes face au conflit social***

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

***L'Opinion européenne en 2009 (accessible en librairie)***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

***Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?***

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

***Stratégie européenne pour la croissance verte***

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur [fondapol.org](http://fondapol.org)

## SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

### **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal :  **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).**

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

### **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux :  **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

**contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**





# LES “DÉMOCRATES DE SUÈDE” : UN VOTE ANTI-IMMIGRATION

Par Johan MARTINSSON

Le comportement électoral des Suédois lors des élections législatives du 9 septembre 2018 fournira de nouvelles indications sur l'état d'une opinion publique dans une Europe confrontée aux défis de l'immigration et de l'intégration. Cette étude présente les “ Démocrates de Suède ”, un parti nationaliste et anti-immigration dont la percée électorale de 2010 n'a cessé de se confirmer. L'auteur analyse l'évolution de ce parti, sa sociologie, les raisons de son succès, sa position dans le système politique suédois et les conséquences des progrès de son influence sur l'avenir de la Suède. Une version anglaise de cette étude est également disponible sur le site de la Fondation pour l'innovation politique.

## Les médias

*fondapol.tv*

**ГРОП ЛИБЯЕ**  
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

## Les données en open data

*data.fondapol*



## Le site internet

*fondapol.org*



9782364081642

ISBN : 978 2 36408 164 2

5€